

LA PAYSANNERIE COMME FER DE LANCE TERRITORIAL DE L'ÉTAT : LE CAS DE LA MALAYSIA

Rodolphe de KONINCK

Géographe. Département de géographie — Université Laval — Québec, Canada, G1K 7P4

RÉSUMÉ

Les tentatives de contrôle d'une paysannerie colonisatrice des marges agricoles sont étroitement liées à l'histoire du pouvoir d'État en Asie du Sud-Est. Le cas de la Malaisie, où de puissantes agences de colonisation ont été établies depuis l'indépendance en 1957, est exemplaire à cet égard. Tout en consolidant son emprise territoriale en gérant l'extension et l'intensification du domaine agricole, l'État confie au secteur de la petite production parcellaire une plus grande part de la responsabilité de production des principales cultures commerciales, vulnérables sur le marché mondial.

MOTS-CLÉS : Asie du Sud-Est — Malaisie — État — Frontière agricole — Paysannerie — Territorialité.

RESUMO

O CAMPESINATO COMO INSTRUMENTO TERRITORIAL DO ESTADO : O CASO DA MALÁSIA

As tentativas de controle de um campesinato colonizador das margens agrícolas estão estreitamente ligadas à história do poder do Estado no sudoeste da Ásia. O caso da Malásia, onde poderosas agências de colonização foram estabelecidas desde a independência, em 1957, é um exemplo. Ao consolidar sua influência territorial gerando a extensão e a intensificação do domínio agrícola, o Estado confia ao setor da pequena produção uma parcela maior de responsabilidade de produção das principais culturas comerciais, vulneráveis no mercado mundial.

PALAVRAS CHAVES : Sudoeste da Ásia — Malásia — Estado — Fronteira agrícola — Campesinato — Territorialidade.

ABSTRACT

THE PEASANTRY AS THE TERRITORIAL INSTRUMENT OF THE STATE : THE CASE OF MALÁSIA

The attempts at controlling a pioneering peasantry have been closely linked to the history of State power in Southeast Asia. The case of Malásia, where large state agencies have been established since the 1957 Independence in order to administer the frontier, is particularly eloquent in this respect. While consolidating its territorial hold, through monitoring the extension and the intensification of the agricultural sector, the State is gradually transferring to the smallholder sector the responsibility of producing a larger proportion of the major cash crops, vulnerable on the world market.

KEY WORDS : Southeast Asia — Malásia — Agricultural frontier — Peasantry — Territoriality.

Les fondements historiques (1)

En Asie du Sud-Est, l'intervention de l'État dans la gestion spatiale de l'agriculture repose sur une tradition fort ancienne et riche en enseignements. L'on n'a qu'à penser aux grands empires de la péninsule indochinoise, notamment celui des Khmers au XII^e siècle, dont la dynamique même reposait sur l'extension et le contrôle des réseaux d'irrigation permettant la riziculture paysanne. Nonobstant la complexité de l'organisation sociale propre à ce qui a été qualifié de mode de production asiatique (SEDOV, 1968), on accepte généralement aujourd'hui la thèse selon laquelle le développement ou le recul de l'articulation même entre contrôle social et gestion spatiale de l'agriculture aurait assuré les succès ou les déclinés de tels empires (SAHAI, 1970; GOUROU, 1944; GROSLIER, 1979).

La fixation des petits paysans mettant en valeur des parcelles rizicoles, dont BRAY a récemment souligné combien elles se prêtaient mal à la consolidation (1983 : 12), a également constitué un objectif central des administrateurs coloniaux dans plusieurs pays de la région pendant les XIX^e et XX^e siècles. Une caractéristique essentielle de la majorité des paysanneries du Sud-Est asiatique, encore apparente aujourd'hui et contredisant le soi-disant atavisme du « paysan asiatique », notamment en Malaisie et en Indonésie (COUILLARD, 1982), a toujours été une propension à la mobilité spatiale (PELTZER, 1945; SPENCER, 1966). S'agissant d'agriculture, les États coloniaux ont visé soit la réhabilitation ou la consolidation d'anciens périmètres irrigués ou même l'aménagement de nouveaux ensembles, soit l'intégration de fronts pionniers qui avaient été spontanément ouverts par des paysans.

Même en Haute-Birmanie pré-coloniale, des politiques fiscales avaient été établies afin de favoriser la mise en culture des aires périphériques par des petits paysans (SCOTT, 1882 : 536). À la même époque, i.e. à la fin du XIX^e siècle, les Britanniques qui avaient établi leur contrôle sur la Basse-Birmanie se trouvaient confrontés à une société où n'existait pas la propriété juridique permanente de la terre (FURNIVALL, 1920 : 4 sq.). Cette situation apparaissait irrecevable aux gestionnaires coloniaux qui cherchaient alors à développer une agriculture marchande et exportatrice. En quelques décennies, leur double objectif était atteint : d'abord fixer la paysannerie en établissant de nouvelles règles de propriété et en créant une classe de petits propriétaires agricoles,

ensuite en obtenir un surplus rizicole exportable (FURNIVALL, 1948 : 114 sq.).

Aux Philippines, entre 1918 et 1935, l'État encouragea le défrichement par des petits paysans de vastes périmètres agricoles dans l'île de Mindanao (PELTZER, 1945 : 90 et 134). Trois objectifs étaient poursuivis et tous furent atteints : l'intégration par la colonisation agricole d'un territoire centrifuge insuffisamment contrôlé par l'État philippin central ; la fixation d'une paysannerie parcellaire pouvant jouer le rôle de prolétariat foncier ; la réduction des coûts du défrichement et de la colonisation pour des grands propriétaires (« land grabbers ») qui parvinrent à « rouler » ou à expulser par la force des petits paysans (*ibid.*).

En Indonésie, la colonisation de type *transmigrasi*, appliquée par les administrateurs coloniaux à compter de 1905, relevait d'une logique comparable (BOEKE, 1946 : 155 sq.). Il s'agissait, en premier lieu, de décongestionner l'île de Java, trop densément peuplée, et d'y désamorcer le problème de la pauvreté rurale. En second lieu, la recherche d'une plus grande intégration des îles périphériques, les « Outer Islands » précisément, à un territoire national centré sur et géré à partir de l'île de Java, pouvait s'appuyer en partie sur la colonisation par les petits paysans javanais. En troisième lieu, ces déplacements de population javanaise allaient permettre d'approvisionner en main-d'œuvre les grandes plantations de Sumatra. Ce fut le cas notamment de la *cultuurgebied*, aussi appelée *Deli*, cette ceinture de plantations entourant Medan sur la côte est de la grande île. Entre le début du siècle et 1930, le nombre de travailleurs de plantations s'y éleva de 55 000 à 336 000 (STOLER, 1985 : 31 et 43). Cette croissance fut due essentiellement à l'immigration de coolies javanais, préférés aux coolies chinois. Comme l'a bien montré STOLER dans sa remarquable étude, une caractéristique essentielle de cette population de travailleurs javanais, caractéristique éventuellement favorisée par la « plantocratie » européenne, était sa fixation sur des parcelles de subsistance. Malgré toutes les confrontations que cela a pu entraîner entre les planteurs et « leur » prolétariat foncier, une telle situation revêtait un double avantage du point de vue des intérêts des premiers. La population des travailleurs était mieux fixée par sa propriété parcellaire, sa subsistance et sa reproduction étant également moins coûteuses pour les propriétaires du capital. Bien qu'elle ait considérablement évolué dans ses modalités au cours des

(1) Les quelques paragraphes qui composent cette première partie sont tirés d'une communication intitulée *Les politiques spatiales des États à l'endroit des paysanneries en Asie du Sud-Est* qui fut présentée le 11 novembre 1984 dans le cadre d'un colloque intitulé *Structure de l'emploi et dynamique spatiale de la force de travail* tenu à l'université fédérale de Bahia (Salvador), Brésil, sous l'égide du *Centro de Recursos Humanos (CRH)* et du *CREDAL/CNRS*.

dernières décennies, la politique actuelle de l'État indonésien en matière de transmigration permet de poursuivre des objectifs équivalents à ceux qui étaient visés par l'administration coloniale hollandaise. La colonisation agricole dirigée permet de soulager démographiquement l'île de Java et d'intégrer de nouvelles régions, consolidant ainsi le territoire national, tout en articulant mieux les divers secteurs de la production agricole.

C'est cependant en Malaysia et plus particulièrement dans la péninsule malaise — i.e. la Malaisie proprement dite — que l'intervention étatique dans l'agriculture s'est sans doute le plus développée. Ici les composantes spatiales des politiques agricoles ont été et demeurent très explicites, notamment dans la gestion de la frontière agricole.

Le cas de la Malaysia (1)

LES ANTÉCÉDENTS DE L'ÉTAT MODERNE

On sait combien à l'époque précoloniale les élites malaises tentèrent de fixer les paysanneries en mal d'agriculture itinérante. Ce fut le cas, notamment, dans la plaine du Kedah située au nord-est de la péninsule malaise, alors que les divers sultans qui se succédèrent au pouvoir de 1664 à 1816 firent entreprendre de grands travaux de drainage (ZAHARA, 1966 : 47 sq.). Cette colonisation agricole visait à sédentariser une paysannerie grâce, d'abord, au travail de corvée pour le creusement des canaux et ensuite aux excellentes voies de communication et rives de fixation qu'assuraient ces mêmes canaux (HILL, 1977 : 58-59). Pourtant, à travers tout le XIX^e siècle, la frontière agricole dans le nord-est allait demeurer marquée par l'instabilité (SHARON, 1969 : 5 sq. et CAMERON, 1865 : 331) d'une colonisation pionnière d'abord réalisée par des familles paysannes (AFIFUDDIN, 1978 : 45 sq.) et ensuite plus ou moins contrôlée par les élites en place.

Dès le début du XX^e siècle, sous la gestion coloniale britannique, la fixation, la mise en tutelle de la paysannerie malaise vont progresser plus rapidement. Tout comme sous les sultanats, les mesures prises vont relever d'une politique à la fois territoriale, sociale et économique où il s'agira de contrôler et gérer un territoire et une population, de susciter et contrôler un surplus agricole. Sous les Britanniques cependant, ces objectifs vont s'insérer à l'intérieur d'un schéma beaucoup plus large, où une véritable

division ethnique et spatiale du travail sera recherchée : les Malais dans les rizières, les travailleurs « importés », Chinois et Indiens, dans les plantations. À cette fin, les administrateurs coloniaux vont établir une législation visant à confiner les Malais à l'intérieur de vastes périmètres désignés comme des réserves au sein desquelles, en principe, les membres des autres ethnies n'auront pas le droit d'acquérir des terres. Le *Malay Reservations Enactment* de 1913 avait bien pour objectif, selon les termes mêmes d'un administrateur colonial, de promouvoir l'existence d'une petite paysannerie parcellaire, « a Malay yeoman peasantry » (cité par LIM, 1977 : 111). Cette législation, de protectrice qu'elle était au départ (KRATOSKA, 1983 : 149-150), allait cependant devenir sinon répressive du moins restrictive : en 1917, furent ajoutés le *Rice Lands Enactment* qui donnait aux administrateurs coloniaux le pouvoir de contraindre les paysans malais aux cultures de subsistance i.e., essentiellement, à la riziculture — l'objectif était de limiter la dépendance alimentaire des États « fédérés » de la péninsule (Perak, Selangor, Negeri Sembilan et Pahang) — et des *Strails Settlements* à l'endroit des États voisins, notamment la Birmanie et le Siam (LIM, 1977 : 120 sq.). Ce faisant, on cherchait également à décourager les initiatives pionnières des paysans. Au total, même si le confinement des Malais à la seule riziculture fut loin d'être atteint, bon nombre de petits paysans se lançant dans la culture illégale de l'hévéa, et même si, en conséquence, la colonisation pionnière et individuelle des zones forestières de l'intérieur de la péninsule avait continué, le développement de la frontière agricole fut considérablement ralenti.

De cette façon, les administrateurs coloniaux avaient contribué à mettre en banque, en quelque sorte, une paysannerie parcellaire en mal de colonisation d'une part et une frontière agricole à réactiver d'autre part. Cela était d'ailleurs explicite dans le discours colonial (KRATOSKA, 1982 : 302 sq.). Au moment de la passation des pouvoirs, avec l'indépendance de 1957, l'élite malaise disposait d'une paysannerie à modeler, d'un projet territorial latent pour y parvenir et d'un discours tout préparé pour le justifier (RUDNER, 1971 : 190).

LES PROBLÈMES DE L'ÉTAT INDÉPENDANT

À vrai dire, par delà le discours paternaliste à l'endroit de la paysannerie malaise, la nouvelle

(1) Le terme Malaysia désigne ici la Fédération de Malaysia rassemblée en 1963, incluant alors Singapour qui s'en est cependant séparé en 1965. La Malaysia comprend deux grands ensembles : d'une part la péninsule malaise, c'est-à-dire l'ancienne Malaya coloniale, la Malaisie proprement dite, regroupant onze États et, d'autre part, à environ 700 kilomètres à l'est, dans la partie septentrionale de l'île de Bornéo, les États de Sarawak et Sabah. La péninsule couvre 131 587 km² et compte, au début de 1986, près de treize millions d'habitants alors que Sarawak (avec 124 449 km² et plus d'un million et demi d'habitants) et Sabah (avec 74 398 km² et plus d'un million deux cent mille habitants) couvrent près de 200 000 km² mais rassemblent moins de trois millions d'habitants.

administration va bel et bien se tourner vers la frontière agricole dans le cadre de la recherche de solutions aux problèmes politiques, sociaux et économiques très aigus dont elle hérite.

Au premier plan, se situent les problèmes de contrôle du territoire national : celui-ci, notamment dans la péninsule, est loin d'être assuré de façon uniforme et totale. Cela est dû en partie à la présence des maquisards communistes qui, s'étant opposés au retour des Britanniques après 1945, s'opposent désormais au nouveau gouvernement mis en place en 1957 (1); cela est aussi lié au problème de l'intégration des divers groupes aborigènes vivant généralement dans l'intérieur montagneux et forestier de la péninsule, à l'écart des plaines et basses terres de la périphérie. Sur un deuxième plan, le nouvel État doit affronter les problèmes liés à la pauvreté rurale, celle des petits paysans, riziculteurs avant tout et, surtout, majoritairement d'ethnie malaise. Or, c'est auprès de cette paysannerie malaise que la classe dirigeante fonde et entend continuer à fonder sa légitimité, au sein d'une nation tendue, sinon divisée par les appartenances ethniques. Sur un troisième plan enfin, étroitement lié au second, se situent les problèmes de la très faible productivité du secteur paysan, tant pour les cultures commerciales que pour celle du riz, le pays devant faire face à un sérieux déficit rizicole.

Les tentatives de résolution de ces problèmes passeront donc par l'élaboration progressive, mais rapide et efficace, de politiques agricoles centrées sur de véritables stratégies spatiales (DE KONINCK, 1981 a). L'agriculture va se consolider, se diversifier, s'étendre.

LES POLITIQUES AGRICOLES MODERNES

C'est vers l'ensemble de l'agriculture parcellaire, y compris celle qui est pratiquée par de petits hévéaculteurs chinois que les nouveaux gestionnaires de l'État vont se tourner. La lutte pour la productivité agricole et contre la pauvreté rurale va s'appuyer sur des investissements massifs, particulièrement au niveau de l'infrastructure. Elle va débiter avec les premiers plans quinquennaux de la Fédération de la Malaisie (1956-1960 et 1961-1965)

et s'accroître avec le premier plan de la Malaysia (1966-1970). Puis au cours des trois plans qui suivirent, la *New Economic Policy* est établie. Cette NEP vise le rattrapage socio-économique de l'ethnie malaise devant la minorité chinoise (2), et se concentre d'abord dans le domaine agricole, là où les Malais sont en forte majorité. Tant en chiffres absolus, alors que le budget de l'État s'accroît de façon phénoménale, qu'en termes relatifs, l'agriculture et en particulier la colonisation vont bénéficier d'allocations tout à fait exceptionnelles (tabl. I). Pendant les années soixante-dix, les sommes effectivement consacrées à la colonisation, au « land development », vont représenter plus de la moitié du budget total de l'agriculture, lequel compte alors pour plus de 20 % du budget de l'État fédéral. Pendant cette même période, la Malaysia dépensera plus pour la colonisation que pour la défense nationale d'une part et l'éducation d'autre part (DE KONINCK, 1981 a : 113); on peut difficilement trouver meilleure illustration de l'importance géopolitique de la colonisation agricole!

Car c'est bien de cela aussi qu'il s'agit. En accroissant ses interventions auprès des agriculteurs, l'État central ainsi que ses relais au niveau de l'administration régionale, celle des États, tels Kedah ou Pahang, vont accroître le contrôle du territoire même. Cette expansion va reposer sur deux grands types de programmes. Les premiers viseront la consolidation ou l'amélioration des grands périmètres irrigués, qui se situent dans les basses terres à la périphérie du territoire et dont le plus important, de loin, est le Muda Irrigation Scheme dans le Kedah, couvrant près de 100 000 hectares et impliquant environ 60 000 familles de riziculteurs (DE KONINCK, 1981 b et 1986). Mais le type de programme le plus élaboré, celui qui caractérise vraiment la *land policy*, la politique spatiale de l'État malaysien, c'est celui de la prise en charge des fronts pionniers.

La colonisation intérieure en Malaysia

L'AGENCE FELDA

En 1956-1957, la *Federal Land Development Authority* (FELDA) fut mise sur pied. Cette agence

(1) Cette opposition, aujourd'hui marginale en termes politiques et territoriaux, fut combattue militairement et avec un degré élevé de succès dans le cadre de ce que l'on a appelé l'*Emergency* (1948-1960). Cf. SHORT, 1977.

(2) Selon le recensement de 1980 (department of statistics, 1983, p. 18), dans la péninsule, les Malais comptent pour 55,3 % de la population, les Chinois 33,8 % et les Indiens 10,2 %. A Sarawak, les proportions correspondantes sont de 69,3 %, 29,5 % et 0,2 %; à Sabah, de 82,9 %, 16,2 % et 0,6 %. Cependant, il faut préciser que dans ces deux cas, la catégorie de recensement ne désigne pas des « Malais » mais, respectivement, des *Bumipulera* (« fils de la terre », autochtones) et des *Pribumi* (autochtones); cela permet d'associer statistiquement et, on le souhaite, politiquement les véritables autochtones de Bornéo aux Malais de la péninsule et à leur cause. Sans cet artifice, les « Malais » seraient en minorité dans les États de Bornéo. Ainsi, on sait qu'à Sarawak les Iban comptent pour 30,3 % de la population et les Malais proprement dits pour 19,7 % (*idem*).

TABLEAU I

Importance relative des budgets agricoles et des budgets alloués à la colonisation en Malaysia, 1966-1985

PLANS QUINQUENNAUX	BUDGET DU GOUVERNEMENT FEDERAL (en millions de \$ ringgit malaysiens ^a)					
	Budget total	Budget agricole en millions de \$		Budget de la colonisation ^b en millions de \$		
			et %	% de 1	% de 2	
First Malaysia Plan 1966-1970 (1)	4 242,2	1 141,1	26,3	363,6	8,6	31,8
Second Malaysia Plan 1971-1975 (2)	10 255,5	2 369,0	21,7	1 252,7	11,6	52,9
Third Malaysia Plan 1976-1980 (3)	31 147,0	6 464,3	20,7	3 432,5	11,0	53,1
Fourth Malaysia Plan 1981-1985 (4)	48 859,0	7 986,0	16,3	3 543,0	7,3	44,4

a) Pendant la période considérée, la valeur du \$ ringgit malaysien a évolué entre environ 0,33 et 0,45 dollar américain.

b) Par colonisation est entendu ici ce qui est désigné en Malaysia par le terme de "land development", c'est-à-dire d'abord et surtout l'ouverture proprement dite de fronts pionniers mais aussi la consolidation ou la réhabilitation de plantations paysannes en situation précaire.

Sources: (1) Government of Malaysia, 1971, p. 68 sq.
(2) Government of Malaysia, 1976, p. 240 sq.
(3) Government of Malaysia, 1981, p. 242 sq.
(4) Government of Malaysia, 1984, p. 208 sq.

avait pour mission de réactiver cette frontière agricole dont on a signalé plus haut qu'elle avait été mise en veilleuse par les administrateurs coloniaux, notamment pour des raisons de sécurité. Mais alors que pendant la période de l'*Emergency* (1948-1960), on avait cherché à confiner les peuplements agricoles aux basses terres mieux contrôlables de la périphérie de la péninsule, après 1957, les gestionnaires de l'État indépendant vont tenter la conquête et le contrôle de l'intérieur par le biais de la colonisation.

Pendant ses premières années d'activité, i.e. de 1957 à 1961, l'agence FELDA ne faisait qu'appuyer financièrement les nouveaux programmes de colonisation des divers États de la péninsule (BLAIR et NOOR, 1981 : 4). D'ailleurs, de tels programmes ne visaient alors qu'à mettre un peu d'ordre dans ces pratiques de défrichement et de colonisation plus ou moins spontanées qui, sans avoir jamais cessé, reprenaient maintenant de plus belle. Puis, progressivement, l'agence allait être dotée d'une plus grande autonomie et devenir le maître d'œuvre du développement de la frontière agricole, particulièrement dans la péninsule (tabl. II). Des superficies considérables, en majeure partie situées dans les zones forestières de l'intérieur, furent mises à sa disposition. Ces terres destinées à la colonisation

sont généralement la propriété des États ou sont acquises par ceux-ci et c'est donc avec les administrations locales que l'agence négocie le transfert des « pouvoirs ». L'État local (Pahang ou Johore ou Negeri Sembilan, etc.) demeure propriétaire mais c'est l'agence FELDA qui en devient le gestionnaire et qui détient la responsabilité d'en développer l'infrastructure ou de contribuer au développement de celle-ci, notamment en termes de route d'accès.

C'est généralement à l'agence d'identifier et d'évaluer les aires potentielles devant être ouvertes à la colonisation. Ce faisant, ses représentants sont appelés à collaborer avec les divers ministères concernés tant au niveau fédéral qu'à celui des États. L'agence possède tout de même des bureaux régionaux et emploie un grand nombre d'ingénieurs, d'agronomes et experts qui assurent à ce qui est devenu un puissant appareil d'État un grand degré d'autonomie et une remarquable couverture du territoire (fig. 1).

La structure de gestion de l'agence FELDA est à la fois complexe et efficace. Selon les derniers chiffres officiels, concernant l'année 1981 (FELDA, 1983 : 4), l'agence proprement dite emploie 7 385 personnes dont 754 au bureau central à Kuala Lumpur, 1 077 dans les bureaux régionaux et 5 419 sur le terrain même, c'est-à-dire à l'intérieur des projets

TABLEAU II

Le développement des terres paysannes sous cultures commerciales par l'État en Malaysia

Pour les trois premiers plans, le système de mesures anglais prévalait ; les données en hectares ont donc été calculées en fonction du rapport : 2,59 acres = 1 hectare

	PLANS QUINQUENNAUX				
	1961-1965(1)	1966-1970(1)	1971-1975(2)	1976-1980(3)	1981-1985(4)
Programme des agences fédérales					
FELDA	46 060	69 110	155 600	218 105	161 581
FELCRA	47 720	19 995	22 492	28 218	41 142
RISDA	-	-	18 243	13 220	9 770
TOTAL	93 780	79 105	196 335	259 543	232 493
Programmes des Etats de la péninsule	63 320	33 590	58 342	97 320	143 872
Programmes des Etats de Sabah et Sarawak	1 545	40 926	77 875	56 606	73 279
TOTAL	64 865	74 516	136 217	153 926	217 151
Programmes Etat et secteur privé (joint ventures)	?	?	52 951	67 096	100 000
GRAND TOTAL	158 645	153 621	385 503	480 565	549 644

Sources : (1) Government of Malaysia, 1971, p. 125-126.
 (2) Government of Malaysia, 1976, p. 302.
 (3) Government of Malaysia, 1981, p. 270.
 (4) Government of Malaysia, 1984, p. 232 (estimations).

qu'elle gère. Mais elle contrôle également huit corporations distinctes qui, elles, emploient 9 093 personnes. Ces « corporations » sont en réalité des divisions administratives de l'appareil de gestion et sont responsables d'activités spécialisées (1). Si l'on ajoute également les trois compagnies associées à FELDA œuvrant dans le raffinage de l'huile de palme et de la canne à sucre et employant 854 personnes, le total des employés du groupe FELDA dépasse les 17 000 personnes.

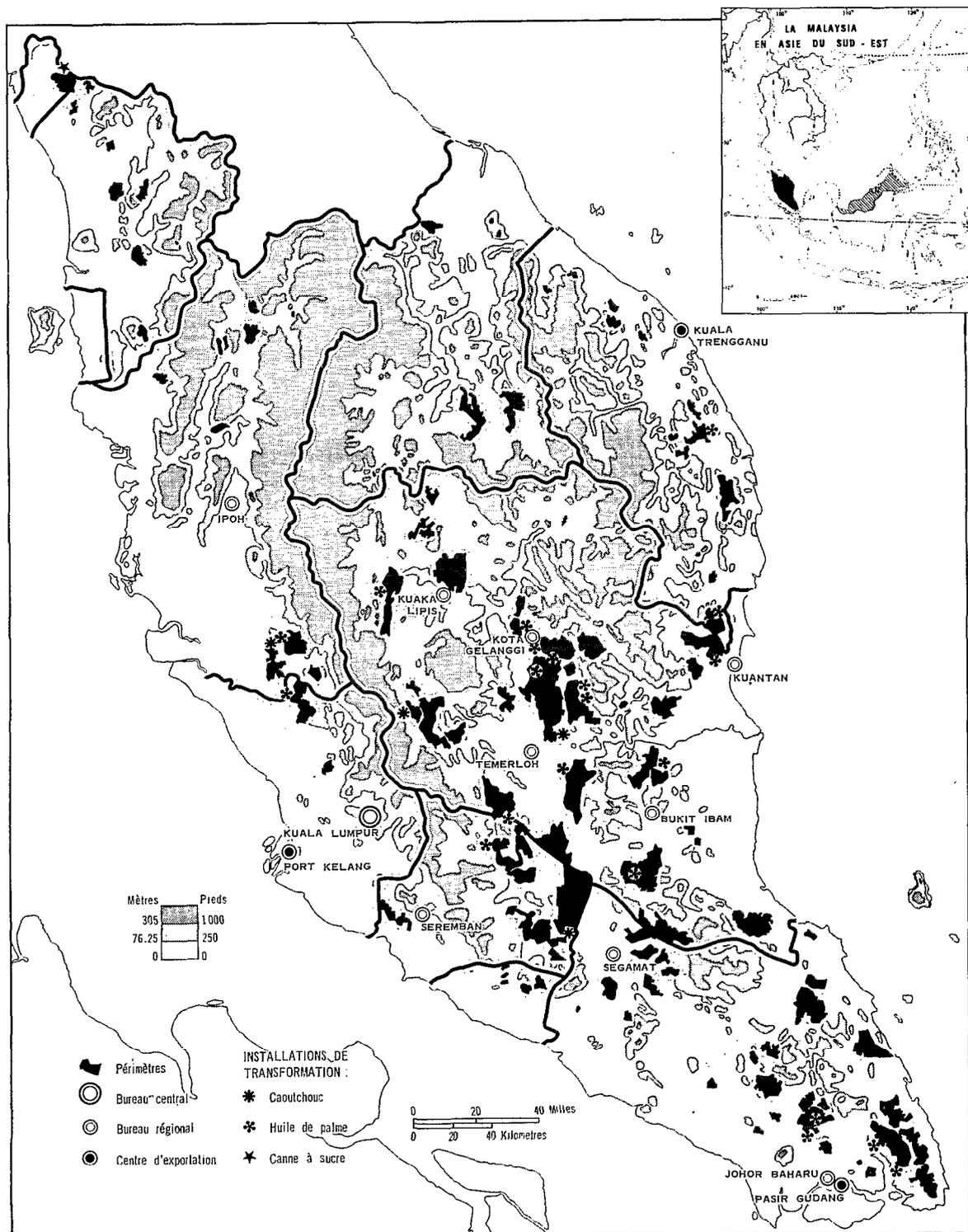
Ce puissant appareil a donc eu comme première fonction d'orchestrer le développement des fronts pionniers depuis l'indépendance de 1957 et surtout depuis le deuxième plan quinquennal de la Malaisie (1961-1965). Depuis lors, FELDA a établi 308 péri-

mètres dont la vaste majorité (près de 300) se situe dans la péninsule. À la fin de 1971, on pouvait compter un total de 564 910 hectares déjà défrichés à l'intérieur de ces périmètres accueillant alors 70 500 familles de colons (tabl. III). D'après les premiers rapports concernant la réalisation du quatrième plan quinquennal de la Malaysia (1981-1985), on peut estimer que, début 1986, l'agence FELDA dispose de plus de 700 000 hectares déjà défrichés mais pas tous suffisamment « développés » pour être entièrement mis en valeur par les quelque 90 000 familles de colons déjà établies (2).

Car c'est l'agence elle-même qui est responsable du « développement » des périmètres. Après les études appropriées (topographie, couverture végétale,

(1) Ces huit corporations sont responsables d'activités désignées de la façon suivante : *Mills, Marketing, Transport, Latex Handling, Trading, Security Services, Agricultural Services, Construction* (FELDA, 1983 : 1).

(2) Les données concernant les activités de l'agence FELDA sont généralement rendues disponibles avec un certain retard et elles peuvent varier selon qu'elles paraissent dans les rapports annuels de l'agence ou dans les plans quinquennaux. De plus, elles sont peu détaillées et illustrent mal les détails de l'utilisation du sol à l'intérieur des projets.



SOURCES : MINISTRY OF EDUCATION, 1977
 SHAMSUL & PERERA, 1977
 FELDA, 1983

Fig. 1. — Fronts pionniers dans la péninsule malaise. Périmètre et installations de l'agence FELDA en 1981.

TABLEAU III

Terres développées par l'agence FELDA en Malaysia jusqu'en 1981 (en hectares)

Les superficies dites développées ne sont pas toutes déjà occupées, la dimension des parcelles familiales effectivement mises en valeur dépassant rarement cinq hectares

CULTURES	Périmètres		Superficie		Familles établies	
	nombre	%	hectares	%	nombre	%
Huile de palme	117	57,5	335 741	59,4	40 256	57,0
Caoutchouc	117	38,0	178 322	31,6	29 685	42,1
Cacao	11	3,6	15 059	2,7	182	0,6
Canne à sucre	2	0,6	5 118	0,9	440	0,3
Café	1	0,3	529	0,1	0	0
<u>Infrastructure</u>	-	-	30 141	5,3	-	-
TOTAL	308	100,0	564 910	100,0	70 563	100,0

Sources : FELDA, 1983, p. 6 et 7.

sols, climat, accès, etc.), l'agence acquiert l'autorisation de développer un périmètre. Celui-ci sera en moyenne de 1 500 à 2 000 hectares et devra être aménagé et loti pour accueillir de 400 à 500 familles de colons. Car ici, la culture de l'hévéa ou du palmier à huile est réalisée avec beaucoup d'efficacité : dans les conditions actuelles de rendement, quatre à cinq hectares sont considérés comme suffisants pour une famille (ALLADIN, 1981 : 5).

Pour le déboisement, le défrichement et la mise en place de l'infrastructure, l'agence FELDA offre des contrats par soumission à l'entreprise privée. On connaît mal le détail des sommes ainsi dépensées mais l'on sait qu'au total elles sont considérables et il est évident que la *land policy* (tabl. II) est un moteur d'activité économique tout à fait majeur à travers tout le pays. Une fois un périmètre aménagé, les lots tracés et les maisons des colons construites, ces derniers peuvent venir s'établir.

Les familles de colons sont choisies selon un processus d'évaluation très rigoureux où sont pris en considération cinq types de critères : l'âge du candidat (21-50 ans), son état civil (marié), son statut foncier, son expérience agricole, son état de santé (SHAMSUL et PERERA, 1977 : 56 sq.). D'une façon générale sont avantagés les candidats jeunes,

mariés et avec des enfants, ne possédant pas de terre mais bénéficiant d'une bonne santé et d'une expérience de travail dans l'agriculture : bref les jeunes paysans sans terre et leurs familles (1).

Les maisons des colons sont groupées en hameaux dont le nombre varie selon la dimension des projets et l'époque de leur établissement : en effet, au cours des dernières années, la politique de l'agence a évolué vers une plus grande concentration de l'habitat. Alors que parmi les périmètres plus anciens on pouvait trouver jusqu'à une dizaine de hameaux, aujourd'hui la tendance est à la planification d'un ou de deux hameaux par projet. Dans le cas des périmètres particulièrement étendus, cela peut donner des regroupements de cinq à six cents familles. De plus, comme la tendance actuelle est au développement de périmètres contigus, la concentration des activités et services est de plus en plus marquée. C'est le cas notamment au cœur de l'État de Pahang, au nord de Temerloh (fig. 1), là où une vingtaine de périmètres sont « agglomérés ».

En prenant possession de sa maison unifamiliale, le colon signe un contrat avec l'agence, lequel concerne l'éventuel remboursement du prix de la maison, du lot et de l'allocation mensuelle que le colon va devoir toucher en attendant que les arbres

(1) En réalité, au fil des ans, les politiques de l'agence ont considérablement évolué non seulement pour la sélection des colons mais aussi pour la dimension des superficies allouées, la taille et la nature des maisons, l'état des lots offerts, etc. D'une façon générale, la quasi-totalité des colons prospectifs étant malais et musulmans, la question du sexe se pose rarement : les candidats sont presque toujours de sexe masculin. On doit noter que cela ne pourra qu'accélérer l'érosion des relatifs avantages fonciers dont bénéficient les femmes dans la société malaise traditionnelle.

ne commencent à produire. En fait, lorsque les colons sont établis, ils n'ont plus que quelques mois à attendre car la plantation a été effectuée plusieurs années avant leur arrivée (1). Pendant ces mois, ils auront à développer le jardin contigu à leur maison et à entretenir leur parcelle, selon les instructions fournies par les employés de FELDA qui n'auront désormais cesse d'encadrer les colons. Ceux-ci peuvent aussi s'engager comme manœuvres ou travailleurs auprès de la direction du périmètre afin de participer aux nombreux travaux encore nécessaires de défrichement et d'aménagement.

Si l'entretien puis la culture de la parcelle demeurent la responsabilité du colon et de sa famille, ceux-ci bénéficient de conseils et services fournis par les cadres de FELDA. En fait, les colons sont de plus en plus des ouvriers agricoles, à cette distinction près, fondamentale du point de vue de la gestion du travail : leur revenu est fonction du rendement de la parcelle qu'ils sont en train d'acheter. Ils apportent leurs récoltes aux centres de collecte gérés par l'agence au sein même des projets. Leur revenu brut est calculé en fonction du poids du latex ou des fruits récoltés, de leur qualité et du prix du marché (2). Pour la détermination du revenu net, on déduit du revenu brut d'une part les versements hypothécaires mensuels (généralement répartis sur quinze ans) pour la maison, le lot, le remboursement de l'allocation et, d'autre part, les dépenses d'exploitation (biens et services) encourues auprès de l'agence. Les rendements agricoles étant exceptionnellement élevés au sein des périmètres FELDA, le revenu des colons est généralement nettement supérieur à celui des membres des communautés paysannes dont ils sont issus ou à celui des travailleurs dans les plantations privées.

Les colons des projets FELDA, nonobstant les nombreux problèmes qui se font jour avec les années — et auxquels nous reviendrons brièvement plus loin — représentent au sein des communautés rurales du pays une minorité relativement privilégiée : au total, ils ne comptent que pour environ 10 % des familles agricoles du pays. Cependant, malgré l'isolement géographique d'un certain nombre de périmètres FELDA, la *politique spatiale* de

l'agence, elle, n'est pas isolée car s'y articulent ou au moins s'y ajoutent celles d'autres intervenants.

LES AGENCES FELCRA ET RISDA

Les programmes de la *Federal Land Consolidation and Rehabilitation Authority* débutèrent en 1960 (3). Cette agence a pour mission de récupérer en quelque sorte les zones agricoles marginales en prêtant assistance aux petits exploitants pratiquant l'agriculture dans des conditions géographiques difficiles : isolement, mauvaise infrastructure, parcelles mal défrichées ou dispersées. Moins importante, moins riche et surtout moins puissante que l'agence FELDA, l'agence FELCRA intervient tout de même auprès d'un nombre de petits producteurs presque aussi élevé. Car si l'ensemble des aires de cultures délimitées comme faisant partie des projets de cette agence dépasse à peine 160 000 hectares (tabl. II), soit moins du quart du « domaine » de l'agence FELDA, les producteurs encadrés par FELCRA ne cultivent en général que des parcelles d'environ deux hectares, où l'hévéa prédomine encore.

Une troisième grande agence fut mise à l'œuvre au début des années soixante-dix : la *Rubber Industry Smallholders Development Authority*. L'agence RISDA a pour mission principale d'inciter les petits planteurs d'hévéa à améliorer l'état de leurs cultures. En effet, étant donné l'étroitesse des parcelles qu'ils cultivent, ces petits exploitants ont tendance à garder en production des arbres trop vieux ce qui ne peut qu'abaisser le rendement moyen de leur exploitation. L'agence leur fournit donc les conseils et les crédits nécessaires pour abattre les vieux arbres et en replanter de plus jeunes sur une portion de leur parcelle en suivant un principe de rotation qui assurera une productivité maximale. En effet, dans la péninsule en 1983, le rendement moyen de l'hévéaculture paysanne (en monoculture ou non), laquelle concerne plus de 400 000 familles, est de l'ordre de moins d'une tonne de latex par hectare : dans les grandes plantations privées ainsi qu'au sein des périmètres de l'agence FELDA, les rende-

(1) Là aussi les pratiques ont évolué. D'une part, l'amélioration des plantations est telle qu'il s'écoule moins d'années avant que l'hévéa ne déverse son latex (plutôt cinq que sept) ou que le palmier à huile ne produise des fruits récoltables (à peine trois ans). D'autre part, on cherche à établir les colons à une date plus rapprochée de celle de la mise en production.

(2) Encore une fois, des nuances s'imposent car les conditions ont beaucoup changé au cours des dernières années. Dans les périmètres consacrés à la culture du palmier à huile, le travail de la récolte, de loin le plus important, est de plus en plus organisé en équipes. Ainsi, par exemple, une vingtaine de colons, dont les parcelles contiguës constituent « un bloc », travaillent en équipes. C'est donc le poids de la récolte collective qui est pris en compte : cela entraîne déjà de sérieux problèmes d'injustice et d'insatisfaction (MASSARD, 1984 : 34 sq.).

(3) L'agence FELCRA ne fut officiellement constituée qu'en 1968 mais les programmes et projets qu'elle eut à encadrer à partir de cette date avaient débuté en 1960.

ments moyens atteignent une tonne et demie à l'hectare (MINISTRY OF FINANCE, 1984 : 114).

En termes d'aire d'intervention, l'agence RISDA ne peut pas, elle non plus, rivaliser avec l'agence FELDA (tabl. II). Mais le nombre de ses clients actuels est tout aussi élevé car ceux-ci sont de tout petits exploitants (ne disposant souvent que d'un ou deux hectares) qui ne « replantent » à la fois qu'une fraction d'hectare. Ainsi lorsque les statistiques concernant l'action de cette agence évoquent 100 hectares « replantés », il faut savoir que cela implique plusieurs centaines de producteurs.

Ces trois agences FELDA, FELCRA, RISDA ont joué un rôle central dans la politique de développement et de consolidation de la frontière agricole en Malaysia et surtout dans la péninsule. De plus, leur action ne s'est pas limitée et se limite de moins en moins au seul domaine de la production agricole. En effet, toutes trois diversifient leurs activités notamment vers le commerce et la transformation comme on l'a déjà évoqué plus haut au sujet de l'agence FELDA. D'ailleurs ces agences et en particulier FELDA, grâce à la *taxe d'accise* prélevée sur les produits dont elles assurent l'écoulement, grâce aux prix qu'elles font payer pour leurs services, sont de véritables puissances financières qui ont su diversifier leurs activités et avoirs.

Aussi peuvent-elles progressivement confier la responsabilité de la frontière agricole aux États locaux et faciliter la participation du secteur privé. En effet, au cours des deux derniers plans quinquennaux, les programmes relevant des administrations locales se sont considérablement développés, à un point tel que, au cours du plan de 1981-1985, les programmes pionniers des États ont été presque aussi ambitieux que ceux des agences fédérales. Cela est surtout vrai dans la péninsule car, au sein des États de l'île de Bornéo, Sabah et Sarawak, les agences fédérales n'avaient jamais réussi à prendre à ce point le relais des initiatives locales. Enfin, le rôle des « joint ventures » entre l'État et le secteur privé s'accroît considérablement (tabl. II).

LES « INTEGRATED AGRICULTURAL DEVELOPMENT PROJECTS »

La décentralisation des pouvoirs dans le développement et la consolidation de la frontière agricole n'implique pas un ralentissement des activités. Au contraire, avec la multiplication des intervenants, fédéraux et locaux, l'aire sociale et spatiale des activités d'encadrement étatique du monde paysan est en pleine extension. Rien n'illustre mieux cette tendance que le développement progressif, au cours du dernier plan quinquennal, des *Integrated Agricultural Development Projects* (IADP). Par ce terme, on désigne d'immenses périmètres, au sein desquels

toutes les activités agricoles sont en principe planifiées et font l'objet d'une gestion intégrée en vue de « l'élimination de la pauvreté rurale ». Dans plusieurs cas, la désignation IADP s'applique à des aires d'intervention étatique déjà « consacrées » depuis longtemps. C'est le cas notamment du *Muda Irrigation Scheme*, mentionné plus haut, qui représente le plus important et le plus réussi, en termes macro-économiques, de tous les projets de développement *in situ* dispersés à travers la péninsule. Mais il y a aussi de nouveaux projets intégrés, dans des zones autrefois négligées tant par les agences fédérales que par les administrations locales. Ces IADP, distincts des projets des trois grandes agences fédérales actives sur la frontière agricole proprement dite, sont donc essentiellement localisés dans les basses terres où prédomine la riziculture. Leur administration est confiée à un appareil de gestion qui doit répondre à la fois au gouvernement central et à celui de l'État concerné mais qui bénéficie tout de même d'une large autonomie. À la fin de 1983, quinze des vingt-deux projets intégrés étaient considérés comme établis : ils concernaient 480 100 foyers agricoles mettant en valeur 847 500 hectares (Government of Malaysia, 1984 : 246). La densité agricole dans ces aires des basses terres est, on le voit bien, nettement plus élevée que sur les marges pionnières de l'intérieur.

On prévoit qu'à la fin des années 1980, le domaine des IADP s'étendra sur près de deux millions d'hectares cultivés par près d'un million de familles paysannes (KASSIM *et al.*, 1983, II, tabl. I). Si l'on additionne tous les espaces gérés et toutes les populations agricoles encadrées par les agences gouvernementales fédérales et locales, on constate que bientôt l'essentiel du domaine paysan sera directement sous la tutelle des appareils d'État (*ibid.* : 234). La carte de l'agriculture malaysienne devient, de plus en plus, la carte de territoires directement gérés par l'État, lequel a pris le contrôle de toutes les frontières agricoles, anciennes, nouvelles ou en puissance, avec des conséquences multiples.

L'expansion du domaine agricole

Au cours des vingt dernières années, alors que l'intervention étatique dans l'agriculture s'est intensifiée, le domaine agricole malaysien a connu une expansion notoire sur plusieurs plans : politique, économique, spatial.

Au plan politique, l'attention accordée par les représentants du principal parti (l'UMNO) dominant le gouvernement de coalition (l'Alliance) et ceux de son principal opposant (le PAS) ne s'est jamais relâchée au cours des vingt dernières années. Tous les programmes politiques, tous les plans de développement soulignent la nécessité de lutter contre la

TABLEAU IV

Évolution de la superficie des cinq principales cultures en Malaysia, 1965-1985 (en hectares)

CULTURES	1965 (1)	1977 (2)	1980 (3)	1983 (3)	1985 (3)
Hévéa	1 892 000	2 000 000	2 010 000	1 990 000	2 012 000
Palmier à huile	102 000	730 000	1 070 000	1 226 000	1 400 000
Padi (riz) ^a	500 000	650 000	735 000	764 000	775 000
Cocotier	266 000	347 000	300 000(4)	250 000(4)	200 000(4)
Cacaotier	-	50 000	109 000	205 000	237 000
TOTAL	2 760 000	3 777 000	4 224 000	4 435 000	4 624 000

a) Les superficies en padi tiennent compte de la double récolte annuelle dont la pratique s'est accentuée au cours des années soixante-dix et explique à elle seule la croissance des superficies.

Sources : (1) Government of Malaysia, 1971, p. 122-123. Pour le padi, il s'agit d'une estimation. En 1965, la culture du cacaotier était négligeable
 (2) Ministry of Agriculture, 1982, p. 7 sq. Pour le cacaotier, il s'agit d'une estimation.
 (3) Government of Malaysia, 1984, p. 231 ; pour 1985, il s'agit d'estimations gouvernementales.
 (4) Estimations établies à partir de données contenues dans Ministry of Finance, 1984, p. 117.

pauvreté rurale qui est d'abord celle des petits paysans malais (GIBBONS, 1984). En conséquence, on l'a vu, des efforts considérables ont été réalisés. Les budgets accordés à l'agriculture et en particulier à son extension dans l'espace ont été et demeurent considérables.

Concrètement, cela a entraîné une croissance des superficies agricoles tout à fait exceptionnelle. Entre 1965 et 1985, le total des superficies réservées aux cinq principales cultures (1) est passé de 2,7 à 4,6 millions d'hectares soit une croissance de 70 % (tabl. IV). Mais cela n'est pas tout, car cette expansion s'est réalisée dans un contexte où plusieurs modifications furent apportées dans la répartition des secteurs de production. À l'époque de l'indépendance, la part occupée par le caoutchouc dans les exportations de la Malaisie était exceptionnellement élevée, se situant encore à 55 % du total en 1961 (Oor, 1963 : 334); en 1983, elle n'était plus que de 11 % (Ministry of Finance, 1984 : 152). Entre ces deux dates, la diversification des activités exportatrices s'est réalisée non seulement au sein même de l'agriculture mais dans l'économie tout entière. D'une économie d'exportation reposant sur deux produits essentiels, le caoutchouc et l'étain (21 % en 1961), on est passé à une économie d'exportation où le pétrole compte pour environ un quart

du total, les produits manufacturés pour un peu plus, le bois pour près de 15 % et où le caoutchouc et l'huile de palme comptent chacun pour environ 10 %. L'ensemble des autres exportations agricoles (où la part du cacao ne cesse de s'accroître, devançant même celle du coprah) dépasse maintenant en valeur les exportations d'étain qui ne comptent plus que pour 5 % du total national (*ibid.* : 117 sq. et 152). Alors qu'en 1961 les exportations d'origine agricole comptaient pour environ 65 % du total national (Malaisie), aujourd'hui elles en représentent moins de 30 % (*ibid.*). En termes d'occupation de la population, la part de l'agriculture a évolué à peu près de la même façon : d'environ 75 % en 1961, elle est passée à 37 % en 1983 (Government of Malaysia, 1984 : 127).

Ces déclin dans les proportions camouflent cependant la nature et l'importance des opérations de diversification et d'intensification réalisées depuis le début des années soixante au sein même de cette agriculture qui demeure le principal moteur de l'économie du pays, selon les analystes de la Banque mondiale (World Bank, 1983 : 18). *En premier lieu*, le total des superficies consacrées à l'hévéa plafonne. *En deuxième lieu*, un formidable programme d'expansion de la culture du palmier à huile a été lancé et se continue aujourd'hui (tabl. IV). *En*

(1) Les données disponibles pour l'ensemble du domaine agricole sont trop confuses pour que l'on puisse avancer un chiffre exact. On peut estimer que le total des superficies *cultivées* dans tout le pays ne doit guère dépasser les cinq millions d'hectares. En d'autres mots, les cinq principales cultures couvriraient environ 90 % de ce total.

troisième lieu, tout en faisant l'objet d'une amélioration dans les techniques de production, la culture du cocotier fait l'objet d'une réduction en termes de superficie alors que celle du cacao se répand, quelquefois même en remplacement du cocotier, ou simplement en cultures intercalaires. En quatrième lieu, la riziculture a fait l'objet d'une intensification tout à fait exceptionnelle, la Malaysia étant le pays de la région où la double récolte s'est le plus répan-

due : alors qu'elle ne se pratiquait que de façon tout à fait marginale en 1961 (Oor, 1963 : 225), elle concernait déjà plus de 50 % des superficies en 1981, contre 11 % en Indonésie (TAYLOR, 1981 : 178). En conséquence, alors que pendant les années qui suivirent l'indépendance le pays devait importer jusqu'à la moitié du riz nécessaire à la consommation nationale, cette proportion est aujourd'hui de l'ordre de 10 %.

TABLEAU V

Indices de l'évolution des trois principales productions agricoles en Malaysia, 1970-1985

PRODUCTIONS	1970	1975 (1975=100)		1985
		1975	1980	
Caoutchouc	85,9	100	108,3	112,1
Huile de palme	34,3	100	205,9	309,6
Padi (riz)	83,4	100	111,5	129,3

Sources : Government of Malaysia, 1981, p. 264. Pour 1985, il s'agit d'estimations qui en général semblent s'être confirmées.

Cet accroissement de la production, également très marqué pour les deux autres principales cultures, le caoutchouc et l'huile de palme (tabl. V), n'est pas seulement lié à l'extension des superficies en production, particulièrement dans le cas du palmier à huile et dans celui de la riziculture, par la double récolte, mais aussi et surtout il est lié à l'accroissement des rendements. Voilà qui représente un cinquième changement fondamental bien illustré par le cas de l'huile de palme et, surtout, du caoutchouc naturel, dont la Malaysia assurait encore, en 1983, respectivement 51 % et 39 % de la production mondiale (Far East and..., 1984 : 56). Entre 1961 et 1981, les rendements moyens en huile de palme ont presque doublé (MUHAMMAD, 1982 : 9). Entre 1951 et 1983, les rendements moyens en latex sont passés de 463 kg à environ 1 300 kg/hectare (*ibid.* : 9 et Ministry of Finance, 1984 : 114). Et même si les performances des grandes plantations en termes de production à l'unité de surface demeurent supérieures à celles des *smallholders*, l'écart est en réduction rapide, particulièrement dans le cas des producteurs encadrés par FELDA, FELCRA et RISDA. Ainsi, en 1983, les rendements moyens parmi les *smallholders* « non encadrés » étaient de 973 kg/hectare ; au sein des aires gérées par l'agence RISDA, ils étaient de 1 440 kg et dans les grandes plantations de la péninsule de 1 544 kg/hectare (*ibid.* : 114).

Plus important encore, en sixième lieu, est le processus de transfert de la responsabilité de production des cultures d'exportation entre les mains des paysans ou, si l'on préfère, les petits producteurs parcellaires. En effet, dès l'indépendance, s'est amorcé le retrait progressif des grands capitaux hors du secteur des plantations (ABDUL AZIZ, 1962 : 245). Bien qu'il ait connu des soubresauts, notamment avec le développement de la culture du palmier à huile pendant les années soixante, ce processus se continue ; la part du secteur paysan s'accroît en remplacement de celle des plantations. En 1964, les *smallholders* étaient responsables de 39 % de la production nationale de latex ; en 1983, de 62 % (Ministry of Finance, 1975 : 60 et 1984 : 114). Dans le cas de l'huile de palme, la part des *smallholders*, encore tout à fait négligeable au début des années soixante-dix, atteignait 33 % en 1983 (Ministry of Finance, 1984 : 115). Cette production provenait déjà en majeure partie des petits producteurs œuvrant au sein des périmètres gérés par l'agence FELDA, elle qui, dès le premier plan quinquennal de la Malaysia (1966-1970), ralentissait l'ouverture de nouveaux fronts pionniers d'hévéaculture pour se tourner résolument vers le développement de ceux qui sont consacrés au palmier à huile.

Toutes ces modifications qui, tout en assurant une meilleure répartition spatiale de la population,

ont été réalisées en termes d'expansion ou de réduction, de réaffectation ou d'adaptation, d'intensification ou de croissance, s'articulent en réalité autour d'un *processus central*, celui de la mise en tutelle de la paysannerie. À son tour, ce processus s'appuie sur la dynamique pionnière de la paysannerie, i.e. l'exercice de son rôle de fer de lance territorial de l'État (DE KONINCK, 1984 : 264).

L'État, les paysans, le territoire

On l'a évoqué, c'est bel et bien l'État et ses appareils à plusieurs niveaux, y compris de plus en plus avec l'aide de l'entreprise privée (1), qui ont pris en charge l'orchestration de l'ensemble des affectations territoriales de l'agriculture. Cela s'accomplit dans un contexte où tant la fonction d'occupation du territoire, notamment sur les marges pionnières, que la fonction de production *agricole* sont de plus en plus confiées au secteur paysan. Quant aux activités d'encadrement administratif et financier, quant à celles qui relèvent de l'approvisionnement à l'amont et de la transformation à l'aval, c'est l'État qui les assure ou qui en désigne les acteurs. La paysannerie est véritablement prise sous tutelle, socialement, économiquement et territorialement.

Mais comment cela est-il possible ? Cette mise en tutelle, on l'a vu, est le résultat d'une série d'interventions, de nature sociale, démographique, économique et territoriale, qui ont pu être menées dans le cadre de la poursuite d'un objectif d'amélioration de la condition paysanne. Mais il y a plus. Ce que l'État malaysien a su faire, peut-être mieux que tout autre, tout en assurant la reproduction de la paysannerie, c'est utiliser la *territorialité* du petit exploitant parcellaire. Cette territorialité, c'est ce rapport à un espace de travail, un espace dans lequel du travail a été accumulé et qui fait à la fois la force et la faiblesse du petit producteur parcellaire. Et qui, cela est vrai dans bien des contextes, peut être un atout et un piège (DE KONINCK, 1984 : 266). En Malaysia, cela veut dire, concrètement, que

l'affectation parcellaire du travail, tout encadrée et à la limite tout arbitraire qu'elle puisse être (2), permet à l'État de réaliser des objectifs d'intégration sociale, politique et économique qui s'articulent sur, qui exploitent même le travail « territorialisé » des petits producteurs et en particulier celui des femmes (DE KONINCK, 1981 c et 1985 : 167).

Du point de vue de la condition paysanne, les effets sont mitigés (GIBBONS *et al.*, 1980). Dans l'ensemble du pays, le taux de pauvreté rurale a à peine régressé au cours de la dernière décennie. En 1983, près de 55 % de la population *agricole* vivait encore sous le seuil de la pauvreté (Government of Malaysia, 1984 : 80) ; au sein des *Integrated Agricultural Development Projects*, elle dépasse en moyenne les 50 % (KASSIM *et al.*, 1983, vol. 1 : 122). Quant aux colons de l'agence FELDA, bien que touchant pour la plupart un revenu qui les place nettement au-dessus de la moyenne des petits producteurs agricoles du pays, ils sont dans une situation de dépendance extrême. À cet égard, ils représentent avec les riziculteurs du projet MUDA le prototype ultime d'une catégorie de producteurs agricoles, hyperspécialisés, dont la survie est directement et exclusivement dépendante de l'État... et du marché mondial (DE KONINCK, 1983). En effet, s'agissant des cultures commerciales, tels le caoutchouc et l'huile de palme, leurs prix varient considérablement et tendent à la baisse depuis quelques années (Ministry of Finance, 1980 ; XIV et 1984 : xx). La vulnérabilité des colons est totale, leur isolement, notamment géographique, est grand. D'ailleurs l'un des problèmes essentiels au sein des projets de l'agence FELDA est l'exode des jeunes (BLAIR et NOOR, 1981 : 19). Autant la colonisation agricole semble avoir fait l'objet d'une planification rigoureuse, autant ses succès ont souligné l'absence d'une véritable planification de l'emploi. En effet, la frontière agricole (fig. 1) n'a eu à ce jour qu'un impact marginal sur le développement des villes de l'intérieur ou du moins sur une croissance bien répartie des petites villes (fig. 2). On peut cependant s'attendre à ce qu'une attention toute spéciale soit accordée à cette question dans le cadre

(1) Le transfert progressif ou au moins partiel des opérations de développement de la frontière agricole vers les administrations locales et le secteur privé, par le biais des « joint ventures » (tabl. I), s'explique en partie par le coût de plus en plus élevé de la colonisation. En 1976, pour l'agence FELDA, le coût moyen de l'installation d'une famille était de 26 000,00 \$ (Mal.), en 1980 de 37 500,00 \$ et en 1983 de 51 200,00 \$, i.e. environ 20 000,00 \$ (U.S.) (SHAMSUL et PERERA, 1977 : 79 et Government of Malaysia, 1984 : 232). En réalité, le véritable coût pour l'agence n'est pas très clair. En effet, si la colonisation proprement dite nécessite des déboursés substantiels il n'en reste pas moins que l'agence retire des revenus tout aussi substantiels de sa gestion du produit, i.e. sa transformation et sa mise en marché (fig. 2). La comptabilité de ces déboursés et revenus n'est pas disponible.

(2) Ainsi, dans les périmètres gérés par l'agence FELDA, la propriété réelle du bien foncier est loin d'être confirmée pour les colons. En effet, l'agence cède la propriété de « leur » parcelle aux colons, une fois que ceux-ci ont remboursé le prêt hypothécaire, à condition qu'ils ne la vendent pas, ne la subdivisent pas, n'en changent pas l'usage...

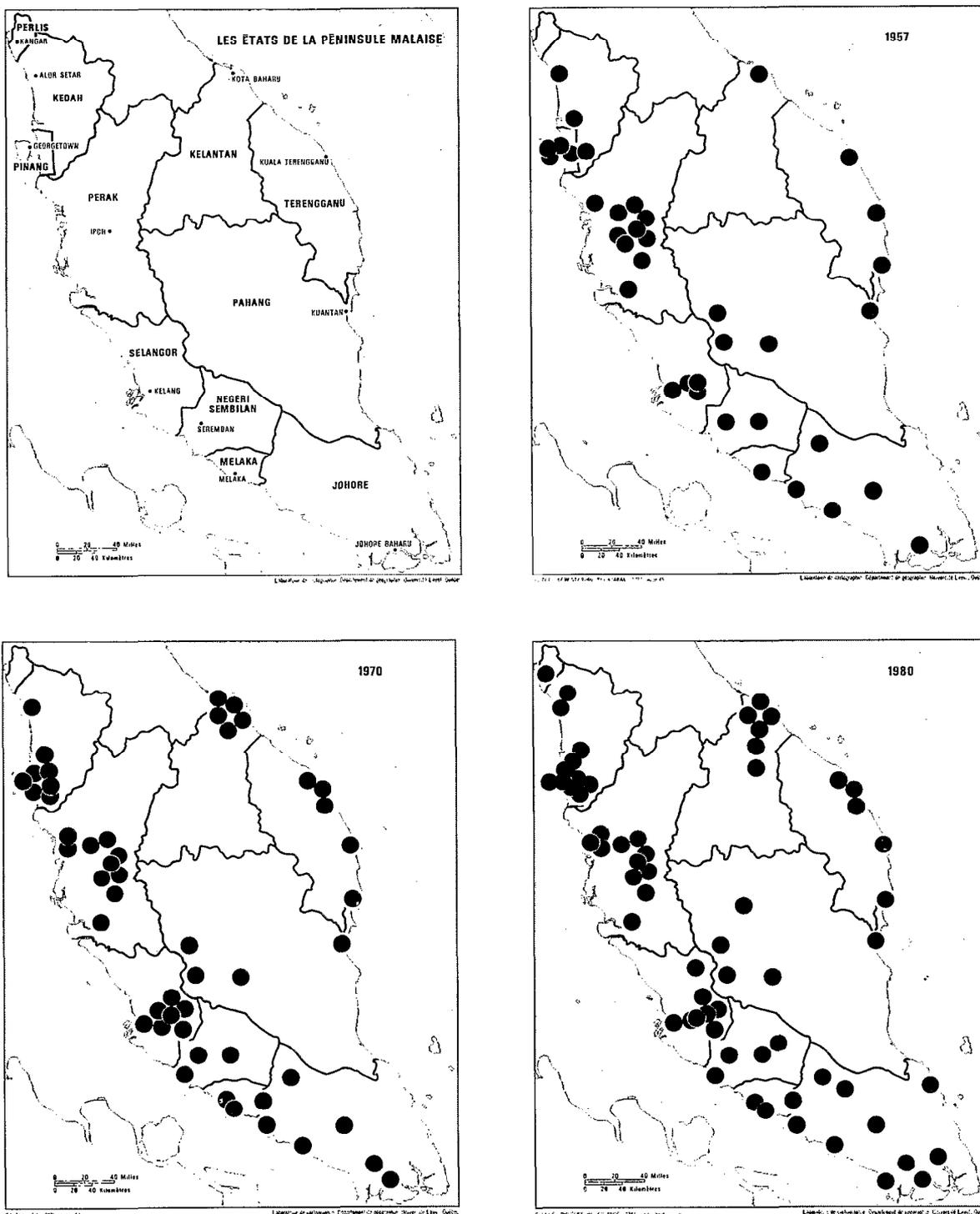


Fig. 2. — Évolution de la répartition des villes de 10 000 habitants et plus dans la péninsule malaise de 1957 à 1980.

de la réalisation du prochain plan quinquennal (1986-1990). Car la mise en tutelle des paysans et de leurs espaces de production, y compris sur la frontière agricole, ne saurait être maintenue sans que leur intégration aux secteurs urbain et manufacturier

ne soit également assurée. C'est alors qu'on pourra mieux comprendre le rôle de la frontière « agricole » dans un pays tel que la Malaysia et le poids des responsabilités qui pèsent sur ceux qui l'animent, les paysans.

BIBLIOGRAPHIE

- ABDUL AZIZ, 1962. — Subdivision of Estates in Malaya 1951-1960. Kuala Lumpur, University of Malaya, Dept. of Economics, 260 p.
- AFIFUDDIN OMAR, 1978. — Peasants, Institutions and Development in Malaysia : the Political Economy of Development in the Muda Region. Alor Setar, MADA Monograph, n° 36, 362 p.
- ALLADIN HASHIM, 1981. — Development and Planned Population Distribution. *Land Development Digest*, 4 (1) : 4-27.
- BLAIR (J.) et NOOR (N.), 1981. — Migration and Land Development in Peninsular Malaysia. *Land Development Digest*, 3 (2) : 1-30.
- BOEKE (J. H.), 1946. — The Evolution of the Netherlands Indies Economy. New York, Institute of Pacific Relations, 180 p.
- BRAY (F.), 1983. — Patterns of Evolution in Rice-Growing Societies. *Journal of Peasant Studies*, 11 (1) : 3-33.
- CAMERON (J.), 1865. — Our Tropical Possessions in Malayan India. Londres, reproduit en fac-similé à Kuala Lumpur, Oxford University Press, 1965, 408 p.
- COUILLARD (M. A.), 1982. — A Brief Exploration into the Nature of Men and Women Relations Among Pre-colonial Malayan People. Institute of Southeast Asian Studies, Singapour, 22 p. *multigr.*
- DE KONINCK (R.), 1981 a. — Enjeux et stratégies spatiales de l'État en Malaysia. *Hérodote*, 21 : 84-115.
- DE KONINCK (R.), 1981 b. — Travail, espace, pouvoir dans les rizières du Kedah, Malaysia : réflexions sur la dépossession d'un territoire. *Cahiers de géographie du Québec*, 25 (66) : 441-450.
- DE KONINCK (R.), 1981 c. — Riziculture et capitalisme. *Travail, Capital et Société*, 14 (1) : 41-52.
- DE KONINCK (R.), 1983. — Our Work, Our Problems, Your Solutions. Murmuring from the Muda Scheme. *Akademika*, 22 : 3-19.
- DE KONINCK (R.), 1984. — Pourquoi les paysans ? Interrogations sur la territorialité de l'agriculture paysanne et notes sur le cas québécois. *Cahiers de géographie du Québec*, 28 (73-74) : 261-274.
- DE KONINCK (R.), 1985. — Les fondements territoriaux de la persistance de l'agriculture familiale en Chine. *L'Espace Géographique*, 14 (3) : 161-173.
- DE KONINCK (R.), 1986. — Les politiques du développement agricole en Malaysia ou l'impatience de l'État tutélaire. *Archipel*, 31 (sous presse).
- DEPARTMENT OF STATISTICS, 1983. — Population and Housing Census of Malaysia, 1980. General Report, vol. 1, Kuala Lumpur.
- FAR EAST AND AUSTRALASIA YEARBOOK, 1984-1985, 1984. — London, Europa Publishers.
- FELDA, 1983. — *Annual Report 1981*. Kuala Lumpur, 25 p.
- FURNIVALL (J. S.), 1920. — Land as a Free Gift of Nature. *Burma Studies and Pamphlets* (Cambridge), 2 : 12 p.
- FURNIVALL (J. S.), 1948. — Colonial Policy and Practice. London.
- GIBBONS (D. S.), 1984. — *Paddy Poverty and Public Policy*. Penang, CPR, USM, 69 p.
- GIBBONS (D. S.), DE KONINCK (R.) et IBRAHIM HASAN, 1980. — Agricultural Modernization, Poverty and Inequality. Farnborough, Saxon House, 225 p.
- GOUROU (P.), 1944. — Les changements de civilisation et leur influence sur les paysages. *Impact, Science et Sociétés*, 14 (1) : 63-77.
- GOVERNMENT OF MALAYSIA, 1971. — Second Malaysia Plan 1971-1975. Kuala Lumpur, 266 p.
- GOVERNMENT OF MALAYSIA, 1976. — Third Malaysia Plan 1976-1980. Kuala Lumpur, 429 p.
- GOVERNMENT OF MALAYSIA, 1981. — Fourth Malaysia Plan 1981-1985. Kuala Lumpur, 414 p.
- GOVERNMENT OF MALAYSIA, 1984. — Mid-Term Review of the Fourth Malaysia Plan, 1981-1985. Kuala Lumpur, 424 p.
- GROSLIER (B. P.), 1979. — La cité hydraulique angkoriennne. *Bulletin de l'École Française d'Extrême-Orient*, 46 : 161-202.
- HILL (R. D.), 1977. — Rice in Malaya. A Study in Historical Geography. Kuala Lumpur, Oxford University Press, 234 p.
- KASSIM (S.), GIBBONS (D. S.), LIM (T. G.) et NAJIMUDIN (M.), 1983. — Study of Strategy, Impact and Future Development of Integrated Agricultural Development Projects. Penang, CPR, USM, 2 vol.
- KEMENTERIAN PELAJARAN, 1977. — Atlas Kebangsaan Malaysia. Kuala Lumpur, 152 p.

- KRATOSKA (P. H.), 1982. — Rice Cultivation and the Ethnic Division of Labor in British Malaya. *Studies in Society and History*, 24 (2) : 280-314.
- KRATOSKA (P. H.), 1983. — Ends that we cannot foresee : Malay Reservations in British Malaya. *Journal of Southeast Asian Studies*, 14 (1) : 149-168.
- LIM TECK GHEE, 1977. — Peasants and their Agricultural Economy in Colonial Malaya 1874-1941. Kuala Lumpur, OUP, 291 p.
- MASSARD (J.), 1984. — De l'économie de subsistance à l'agro-industrie : les projets FELDA en Malaisie de l'Ouest. *Archipel*, 27 : 31-44.
- MINISTRY OF FINANCE, 1975. — Economic Report 1974-75. Kuala Lumpur, 197 p.
- MINISTRY OF FINANCE, 1980. — Economic Report 1979-80. Kuala Lumpur, 263 p.
- MINISTRY OF FINANCE, 1984. — Economic Report 1983-84. Kuala Lumpur, 272 p.
- MUHAMMAD, 1982. — Productivity in Agriculture. *Land Development Digest*, 5 (1) : 1-14.
- Ooi JIN BEE, 1963. — Land, People and Economy in Malaya. London, Longman, 426 p.
- Ooi JIN BEE, 1976. — Peninsular Malaysia. London, Longman, 437 p.
- PELTZER (K.), 1945. — Pioneer Settlement in the Asiatic Tropics. New York, American Geographical Society, 290 p.
- RUDNER (M.), 1971. — Malayan Quandry : Rural Development Policy Under the First and Second Five-Year Plans. *Contributions to Asian Studies*, 1 : 190-204.
- SAHAI (S.), 1970. — Les institutions politiques et l'organisation administrative au Cambodge ancien (VI^e-XIII^e siècles). Paris, École Française d'Extrême-Orient.
- SCOTT (J. G.), 1882. — The Burman, his Life and Notions. London, 609 p.
- SEDOV (L.), 1968. — La société angkoriennne et le problème du mode de production asiatique. *La pensée*, 138 : 71-84.
- SHAMSUL BAHRIIN et PERERA (P.), 1977. — FELDA. 21 Years of Land Development. Kuala Lumpur, 157 p.
- SHARON AHMAT, 1969. — Tradition and Change in a Malay State. A Study of the economic and Political Development of Kedah, 1879-1923. Thèse de PhD, University of London, 362 p.
- SHORT (A.), 1977. — The Communist Insurrection in Malaya 1948-1960. London, Frederick Muller.
- SPENCER (J. E.), 1966. — Shifting Cultivation in Southeastern Asia. Berkeley, University of California Press, 200 p.
- STOLER (A. L.), 1985. — Capitalism and Confrontation in Sumatra's Plantation Belt, 1870-1979. New Haven, Yale University Press, 244 p.
- TAYLOR (D. C.), 1981. — The Economics of Malaysian Paddy Production and Irrigation. New York, Agricultural Development Council, 202 p.
- WORLD BANK, 1983. — Country Economy Report. Malaysia. Structural Change and Stabilization. Washington, World Bank, 102 p.
- ZAHARAH MAHMUD, 1966. — Change in a Malay Sultanate. An Historical Geography of Kedah before 1939. Thèse de maîtrise, University of Malaya, 298 p.